flagrante entre les deux affirmations. L'ex-ministre s'est plaint de la manière d'agir de sir Wilfrid Laurier à son égard. La passe d'armes a été vive. M. Borden en a profité pour attaquer encore le gouvernement et son chef au sujet des vacillations de leur attitude sur la question fiscale.

A Toronto, le début de la session a été marqué par une véritable explosion parlementaire. Le député de Manitoulin, M. Gamey, élu comme conservateur aux élections du mois de mai dernier, et apparemment passé sous l'étendard du gouvernement, au grand scandale de ses amis, quelques semaines avant la réunion de la législature, a fait une déclaration sensationnelle et stupéfiante. C'était, a-t-il dit, une comédie qu'il avait jouée. On l'avait approché pour le corrompre et l'acheter au bénéfice du cabinet; il avait alors feint de succomber à la tentation, et un marché avait été conclu en vertu duquel il avait reçu de l'argent et du patronage en retour de son pseudo-changement d'allégeance. M. Gamey a accusé formellement un ministre, M. Stratton, secrétaire de la province, et en a mis trois autres indirectement en cause. Ces révélations ont jeté dans l'ombre toutes les autres questions, et ont profondément agité l'opinion publique. Le gouvernement propose qu'une enquête ait lieu devant une commission de juges. L'opposition insiste pour que cette grave information se fasse devant un comité de la chambre. Un ardent débat s'est engagé à ce sujet et dure encore au moment où nous écrivons.

A Québec, les travaux sessionnels sont sérieusement entamés depuis quelques jours. Le gouvernement soumet aux chambres une loi électorale, une loi accordant des pouvoirs d'expropriation aux compagnies qui exploitent les pouvoirs hydrauliques concédés par la province, et plusieurs autres mesures d'inégal intérêt. Le flot de la législation privée va toujours grossissant. On se demande ce